

profits dépassant \$10,000, de 33 p. 100. Du 1<sup>er</sup> janvier 1940 jusqu'au 31 décembre 1947, les sociétés ont été frappées également d'une taxe sur les surplus de bénéfices; en voici le détail:—

<i>Année civile</i>	<i>Taxe sur le surplus de bénéfices des sociétés</i>
1940.....	12 p. 100 des bénéfices totaux ou 75 p. 100 des surplus de bénéfices, soit le plus élevé des deux.
1941.....	22 p. 100 des bénéfices totaux ou 75 p. 100 des surplus de bénéfices, soit le plus élevé des deux.
1942.....	Premier semestre—même taux qu'en 1941.
1942.....	Second semestre—12 p. 100 des bénéfices totaux <i>plus</i> soit 10 p. 100 des bénéfices totaux, soit 100 p. 100 des surplus de bénéfices (le plus élevé des deux).
1943.....	12 p. 100 des bénéfices totaux <i>plus</i> soit 10 p. 100 des bénéfices, soit 100 p. 100 des surplus de bénéfices (le plus élevé des deux).
1944.....	Aucun changement.
1945.....	Aucun changement.
1946.....	22 p. 100 des bénéfices totaux <i>plus</i> 20 p. 100 des surplus de bénéfices; à compter de 1946, les "surplus de bénéfices" sont les bénéfices excédant 116½ p. 100 des profits normaux.
1947.....	15 p. 100 des surplus de bénéfices.
1948.....	Aucune taxe à payer.

Les bénéfices des sociétés, avant versement des taxes et des dividendes, atteignent leur maximum de temps de guerre en 1942, fléchissent en 1943 et en 1944, puis s'élèvent aux cimes sans précédent de 1,828 millions en 1947 et de 2,103 millions en 1948. De 1939 à 1948, l'augmentation est de 240 p. 100. En raison de la hausse prononcée du taux de l'impôt après 1940, toutefois, le revenu, après coupe du fisc, accuse une augmentation plus modérée de 169 p. 100 entre 1939 et 1948. Les taxes augmentent brusquement de 18 p. 100 des bénéfices en 1939 à 40 p. 100 en 1940. Elles oscillent entre 40 et 50 p. 100 des profits jusqu'en 1948, alors qu'elles tombent à 35 p. 100. Ces chiffres des perceptions ne comprennent pas la partie remboursable de la taxe sur les surplus de bénéfices.

Les dividendes versés aux actionnaires demeurent assez constants de 1939 à 1946, mais grimpent assez vivement en 1947 et 1948 pour s'établir à 533 millions cette année-là contre 287 millions en 1939. A remarquer que le chiffre des dividendes versés ne comprend pas ceux qui sont versés à des sociétés canadiennes, puisque les dividendes que les sociétés se versent l'une à l'autre s'annulent en ce qui concerne l'ensemble des sociétés.

Les bénéfices non distribués, c'est-à-dire les profits qui restent après versement des taxes et des dividendes, atteignent le sommet de 827 millions en 1948, à rapprocher de 219 millions en 1939. Ce chiffre, ajouté aux frais de dépréciation de 544 millions, donne un total de 1,371 millions disponibles pour renouvellement et expansion des usines et de l'outillage et constitution des stocks. Le chiffre des placements des sociétés n'est pas connu, mais les données sur les placements intérieurs bruts des Canadiens démontrent que le placement-capital atteint des sommets sans précédent en 1947 et en 1948 et qu'une forte partie de cette expansion est financée par les revenus des sociétés.

† Portion remboursable: du 1<sup>er</sup> juillet 1942 au 31 décembre 1945, les compagnies imposables au taux de 100 p. 100 des surplus de bénéfices avaient droit à un remboursement d'une portion des taxes payées. La portion remboursable était fixée à 20 p. 100 de tous les bénéfices excédant 116½ p. 100 des profits normaux.